

Antoine Buéno



**FAUT-IL
UNE DICTATURE
VERTE ?**

La démocratie
au secours
de la planète

Flammarion

Faut-il une dictature verte ?

La démocratie au secours de la planète

DU MÊME AUTEUR

L'Amateur de libérines, Gallimard, 2000.

Spectateurs, N. Philippe, 2002.

Le Triptyque de l'asphyxie, La Table ronde, 2006.

Le Soupir de l'immortel, Héloïse d'Ormesson, 2009 ;
Pocket, 2013.

Le Petit Livre bleu, Hors Collection, 2011 ; Pocket,
2013.

Leçons de Môvaise éducation, Fayard, 2013.

Le Maître bonsaï, Albin Michel 2014 ; Le Livre de
Poche, 2015.

No Vote !, préface de Michel Onfray, Autrement, 2017.

Permis de procréer, Albin Michel, 2019.

Futur. Notre avenir de A à Z, Flammarion, 2020.

*L'effondrement (du monde) n'aura (probablement) pas
lieu*, Flammarion, 2022.

Antoine Buéno

Faut-il une dictature verte ?

La démocratie au secours
de la planète

Flammarion

© Flammarion, 2023.
ISBN : 978-2-08-043285-8

Aux énergies fossiles, qui nous ont tout apporté.

« Tous les méfaits de la démocratie sont remédiables
par davantage de démocratie. »
Alfred E. Smith

Avant-propos

Faut-il une dictature verte ? La question sonne comme une provocation. L'idée fait pourtant son chemin. L'écologisme collapsologue ou décroissantiste en appelle à des mesures autoritaires. Le plus souvent, d'ailleurs, sans même s'en rendre compte et en s'en défendant de bonne foi. Ce faisant, il prépare le terrain à l'idée que la transition environnementale devrait être imposée par la force. Ce que dénoncent violemment ses contradicteurs de droite. Le sujet flotte tellement dans l'air que, sans surprise, le climato-complotisme s'en est emparé. Une étude récente de la Fondation Jean-Jaurès a révélé que 42 % des interrogés pensent que « les élites ont pour projet d'instaurer une dictature climatique ¹ ».

Alors, pas de suspense inutile : le présent essai répond par la négative à la question. Non, il ne

1. <https://www.jean-jaures.org/publication/dictature-climatique-pass-climat-great-reset-les-discours-complotistes-a-lassaut-de-lopinion/>

faut pas une dictature verte pour mettre en œuvre la transition. Au contraire, il faut mettre en œuvre la transition pour éviter qu'une telle éventualité ne se concrétise. Mais nous ne parviendrons à cette conclusion qu'après avoir sérieusement envisagé l'hypothèse autoritaire. Le parti pris de ce livre est d'éviter tout interdit éthique, de se demander froidement, sans a priori politique, si oui ou non une dictature pourrait apporter une solution à la crise environnementale. En posant le problème ainsi, on s'aperçoit vite qu'il dépasse de loin la seule question de la démocratie. Il fait embarquer pour une traversée qui embrasse l'ensemble des obstacles auxquels se heurte aujourd'hui la transition. Ce faisant, le présent essai constitue en quelque sorte la suite de mon précédent. Voici comment j'y suis arrivé.

Lorsque j'ai écrit *L'effondrement (du monde) n'aura (probablement) pas lieu*, j'ai souvent eu l'impression d'avoir un livre de retard. Dans les médias ou les débats auxquels j'ai pu participer m'étaient fréquemment posées des questions du type : comment mettre en œuvre la transition environnementale d'un point de vue politique ? Comment cette transition peut-elle être juste et donc ne pas matraquer les plus pauvres ? Qu'est-ce que cette transition va changer dans nos vies ? Autant de sujets dont je ne parlais pas dans mon livre d'alors. Ma problématique était « seulement » de savoir ce que nous pouvions faire pour éviter l'effondrement, c'est-à-dire

l'arrêt du système industriel mondial dans les décennies à venir. Ma réponse était que, théoriquement, deux voies semblaient s'offrir à nous pour éviter une catastrophe écologique qui condamnerait notre civilisation et tout ou partie de l'humanité : celle de la décroissance et celle de la croissance durable. Je tâchais de démontrer qu'en réalité la première était illusoire et que seule la voie de la croissance durable était envisageable. Je m'employais enfin à décrire la transition conduisant à une croissance durable, une triple transition, en fait – énergétique, agricole et industrielle –, inévitablement accompagnée d'innovations technologiques ainsi que d'efforts de sobriété et d'un encadrement des règles du marché. Mais cet essai ne préjugait en rien de notre capacité politique, économique ou sociale à mettre en œuvre une telle transition.

D'un point de vue écologique, le monde actuel se fonde sur une fiction : celle selon laquelle la transition environnementale est possible. Je le reconnais, c'était aussi le présupposé de mon dernier livre. Cela n'a pourtant rien d'une évidence. Cela relève même un peu de la pensée magique. Car, chaque jour, l'inaction des gouvernements et l'impuissance des COP¹ semblent démontrer le contraire ! La question aurait donc eu toute sa

1. Conférences des Parties, les réunions internationales sur le climat et la biodiversité.

place dans *L'effondrement (du monde) n'aura (probablement) pas lieu*. L'idée que la transition ne peut être mise en œuvre est l'un des arguments massue avancés par les collapsologues, ceux qui croient à l'inéluctabilité de l'effondrement de notre civilisation. Selon eux, le monde est si complexe et si court-termiste qu'il ne peut être réformé.

C'est tout le problème de ce que l'on appelle « les verrous systémiques ». Le terme est barbare, mais l'idée est simple. À tous les niveaux, il y a des verrous qui bloquent la transition. Les États n'agissent pas parce que leur priorité est la croissance économique et qu'ils servent des intérêts clientélistes. Les entreprises n'agissent pas parce que leur priorité est de faire du profit. Les individus n'agissent pas parce qu'ils n'en ont pas les moyens et que l'action est contraignante. En un mot, personne ne gouvernant le monde et personne ne voyant plus loin que son intérêt immédiat, la transition ne peut avoir lieu.

Les verrous sont à n'en pas douter multiples et puissants : politiques, économiques, sociaux, psychologiques. Peut-on les faire sauter ? Peut-on déverrouiller le système mondial ? C'est à cette question que nous tenterons de répondre ici en proposant une théorie qui vaudra également stratégie de déverrouillage pour transformer l'actuelle transition timide et tâtonnante en cercle vertueux de verdissement.

Avec une pointe d'ironie, nous l'appellerons la stratégie du « ruissellement écologique ¹ ». Elle part d'un principe et d'une hypothèse. Le principe est qu'il faut une locomotive à la transition et que seuls les pays développés sont en mesure de jouer ce rôle. On ne peut en effet pas raisonnablement attendre cela des pays émergents dont la priorité reste le développement, que ce dernier soit décarboné ou non. Les entreprises n'ont bien sûr pas non plus vocation à être des leaders de la transition. Elles pourront l'accompagner, mais à partir du moment où l'impulsion leur sera imposée. La société civile, dont font partie les ONG, peut quant à elle déclencher l'action, mais pas la mener. Les pays développés doivent donc conduire la transition. Ils ont d'ailleurs déjà commencé à le faire. Mais de manière très insuffisante. Comment en faire de véritables fers de lance de la transition ? C'est là que l'on en arrive à la question de la dictature verte.

Le rapport entre écologie et démocratie est un tabou de la problématique environnementale. Il est de bon ton de dénoncer l'autoritarisme des écologistes et le caractère liberticide de l'écologie. Mais si l'écologisme paraît menacer la démocratie, la

1. L'ironie vient de la référence à la « théorie du ruissellement », thèse politico-économique, jamais vérifiée, en vertu de laquelle alléger les impôts des riches permettrait un « ruissellement » de leur richesse sur l'ensemble de la société. L'analogie avec l'écologie est développée au chapitre VI.

question symétrique est rarement posée : la démocratie actuelle peut-elle faire face à la crise environnementale ? Est-elle toujours adaptée à l'époque du réchauffement climatique et de l'épuisement des ressources ? La crise environnementale ne la rend-elle pas obsolète ? En un mot, retour à l'intitulé, ne faudrait-il pas une bonne vieille dictature pour verdir le monde ? L'hypothèse du présent livre est inverse : seule la vraie démocratie, la démocratie directe, sauvera la planète. Symétriquement et contre-intuitivement, la crise environnementale pourrait être la chance de cette vraie démocratie.

Voici donc comment fonctionnerait le ruissellement écologique : l'activisme écologiste pourrait conduire les gouvernants des pays développés à prendre les mesures écologiques qui s'imposent ou à les faire adopter via des mécanismes de démocratie directe. Ces mesures s'articuleraient en quatre volets : arrimage des règles du libre-échange aux objectifs de décarbonation, pilotage des prix du carbone et de l'eau à la hausse, instauration d'un compte carbone individuel et soutien redistributif aux pays les plus pauvres et aux ménages les plus modestes.

Ces mesures auraient un effet d'entraînement déterminant sur l'ensemble des acteurs du système économique mondial. Premièrement sur les pays émergents, que le verdissement des règles du commerce international obligerait à décarboner pour assurer leur développement. Deuxièmement sur les

entreprises dont le modèle économique devrait s'adapter à une raréfaction de l'énergie. Le compte carbone devrait enfin avoir un effet radical sur le mode de vie des individus. À partir d'un mouvement populaire d'opinion occidental (l'activisme vert), il y aurait déverrouillage du système global et ruissellement de la transition sur le monde entier.

Reste à savoir si une telle transformation, même menée démocratiquement, ne mènera pas concrètement à une société liberticide. Donc une dictature verte de facto. Cette crainte est infondée car le système mis en œuvre pour décarboner n'a aucune raison, en lui-même, de porter atteinte à l'essentiel des droits et libertés. Ses implications économiques promettant en revanche d'être plus problématiques. Car la transition aura forcément un impact dépressif sur la croissance mondiale. Mais elle provoquera une réduction des inégalités à la fois à l'échelle du globe et au sein des sociétés. Et elle s'accompagnera de bénéfices économiques et sociaux, tels que l'essor de nouveaux emplois et de modes de vie meilleurs pour la santé, susceptibles de compenser, au moins partiellement, son impact dépressif. Enfin, en sauvegardant et en stimulant la dynamique du progrès scientifique et technologique, elle pourrait nous permettre d'accéder, en quelques décennies, à une nouvelle ère de prospérité.

Bienvenue dans un monde en transition.

Première partie

Pourquoi nous n'agissons pas :
le problème de la démocratie ?

Depuis plus de cinquante ans et la sortie du rapport Meadows sur les limites de la croissance ¹, qui eut l'effet d'une bombe, l'alerte environnementale se fait toujours plus pressante et nous semblons ne pas l'entendre. Depuis plus de trente ans en particulier, les rapports du GIEC s'accumulent pour renseigner toujours davantage le danger que représente le réchauffement climatique pour l'humanité et l'ensemble du vivant, mais les émissions anthropiques de gaz à effet de serre continuent inexorablement de croître. Face à ce constat, la question qui agite aujourd'hui nombre d'esprits est tout simplement : pourquoi ? Comme toujours pour régler un problème social, la tentation est grande de désigner un ou plusieurs boucs émissaires (chapitre 1). Mais le réflexe du bouc

1. Dennis et Donella Meadows, Jorgen Randers, *Halte à la croissance ? Rapport du Club de Rome présenté par Janine Delaunay*, Fayard, 1972.

émissaire est comme toujours stérile. D'autant plus qu'ici il nie l'évidence.

L'évidence, c'est que si nous n'agissons pas comme nous le devrions face à la crise écologique, c'est tout simplement parce que cela n'a rien de facile. La transition environnementale est sans doute le plus grand défi que l'humanité ait jamais eu à relever collectivement. La réaliser est extrêmement difficile sur le plan technique (chapitre 2) et, par voie de conséquence, sur les plans politique, social et économique (chapitre 3). L'action environnementale est une énorme contrainte à laquelle personne n'a un intérêt immédiat. Ce qu'en termes techno on appelle les verrous systémiques. Parmi ces verrous, le plus tabou est sans doute celui de la démocratie. Le système électoral actuel de la représentation empêche de prendre les mesures écologiques qui s'imposent.

I

L'impasse des boucs émissaires

Face à la crise et l'inaction climatiques fleurissent aujourd'hui les mises en accusation. La désignation de boucs émissaires poursuit un triple objectif : identifier la cause de la pollution, la confondre avec la cause de l'inaction et, par là même, y remédier. Si nous polluons et n'agissons pas, c'est la faute à, c'est la faute de. Les candidats au statut de boucs émissaires écologiques commencent à être nombreux : mecs, vieux, riches, multinationales, etc. L'épouvantail est plus ou moins pertinent, tout comme l'argumentaire qui le désigne. L'idée sous-jacente est qu'isoler le coupable permettrait de le « traiter » pour que tout rentre dans l'ordre. Malheureusement, cette approche du problème ne permet pas d'expliquer les causes de la crise climatique et encore moins d'accoucher d'un plan crédible de réduction de l'empreinte environnementale de l'humanité.

Bouc émissaire 1 : la bêtise et le déni, ou l'erreur *Don't Look Up*

À sa sortie sur Netflix en 2021, le film *Don't Look Up* a fait un carton. Son pitch : deux scientifiques (Leonardo DiCaprio et Jennifer Lawrence) découvrent qu'une météorite est sur le point d'anéantir la Terre. Ils tentent alors d'alerter le monde et se heurtent à la bêtise d'une humanité incapable d'appréhender la gravité apocalyptique de la situation. Un film jubilatoire tant il croque magistralement les travers de l'Amérique et, plus globalement, de notre époque. Mais c'est aussi et surtout un film sur le réchauffement climatique. Car, tous les commentateurs l'ont remarqué, la météorite en est une métaphore. Le personnage de Leonardo DiCaprio aurait d'ailleurs été inspiré du climatologue américain Michael E. Mann, directeur du Earth System Science Center de l'université de Pennsylvanie.

Que nous dit *Don't Look Up* sur le réchauffement climatique ? Tout simplement que nous sommes trop stupides pour en mesurer la gravité et agir en conséquence. La présidente des États-Unis (Meryl Streep) ne pense qu'aux élections du *mid-term*. Les médias ne pensent qu'à l'Audimat. Le personnage incarnant la Silicon Valley, à ses profits et ses joujoux high-tech. Et le reste des gens, aux *gossips people*. Tout le monde sait. Mais personne ne veut voir. Pour ne pas sortir du *business as usual*. Le problème du réchauffement climatique, c'est donc notre bêtise. Qui principalement

nous porte au déni (le sous-titre du film est d'ailleurs « déni cosmique »), mais aussi à la cupidité (sans vouloir rien divulguer aux quelques-uns d'entre vous qui ne l'auraient pas encore vu, elle joue un rôle clef dans l'intrigue). Le message véhiculé par le film est aussi que, a contrario, il suffirait d'affronter le problème pour le résoudre. En l'occurrence, il suffit d'envoyer à la météorite quelques bonnes bombes atomiques pour la détourner ou la détruire. C'est là que l'on touche aux limites de la métaphore. Pour se débarrasser d'une comète, on peut appuyer sur un bouton. Mais il n'existe pas de bouton équivalent pour se débarrasser du réchauffement climatique. Et c'est en cela que le film véhicule un message faux sur le réchauffement.

La question du réchauffement climatique ne peut pas être réduite à un problème de déni. Deux raisons à cela. La première est que nous ne sommes plus vraiment dans le déni. Certes, une grande partie de l'humanité ignore encore sans doute tout de la menace climatique. Certes, il y a encore des climato-sceptiques et de puissants lobbies fossiles. Mais l'évangélisation climatique a aussi considérablement progressé. Plus aucun dirigeant d'envergure dans le monde, qu'il s'agisse de chefs d'État ou de capitaines d'industrie, ne peut ignorer le phénomène. Au sein même des populations, la prise de conscience est assez avancée. C'est le cas au moins en Occident, c'est-à-dire dans les pays les

plus émetteurs de gaz à effet de serre. Ce dont témoigne la montée en puissance de l'éco-anxiété, de la collapsologie et du survivalisme. Autant de phénomènes qui prouvent que de plus en plus de gens savent et ne minimisent pas. L'autre raison fondamentale pour laquelle la question du réchauffement climatique ne peut pas être réduite à un problème de déni est que même le regarder en face n'y change rien. Ce n'est pas par déni que l'automobiliste rural prend sa voiture à essence le matin. C'est souvent parce qu'il n'a pas le choix, même s'il sait que c'est mauvais pour le climat. Ce n'est pas par déni que l'Allemand utilise de l'électricité au charbon, c'est parce qu'il a besoin de lumière et de chauffage. Ce n'est pas par déni que le gouvernement n'interdit pas les engrais, c'est pour ne pas tuer l'agriculture. Ce n'est pas par déni que les entreprises continuent d'émettre du carbone, c'est parce que leur activité en dépend. *We do look up*. Mais, en l'absence de solution aussi simple que celle permettant de détourner un astéroïde, cela ne rafraîchit pas la planète.

Face à cette inertie, on a pu avancer que le problème ne serait pas d'ordre psychologique (le déni est un phénomène psychologique), mais carrément de nature physiologique.

Bouc émissaire 2 : Le cerveau

Nous savons et nous ne minimisons pas. Mais nous n'agissons pas parce que nous en sommes

biologiquement, plus précisément neurologiquement, incapables. Telle est la thèse de Sébastien Bohler dans *Le Bug humain*¹. Une thèse qui a reçu un large écho de la part des médias et du public. Et qui a même été adoubee par Jean-Marc Jancovici dans son best-seller *Le Monde sans fin*².

Le bug humain se loge dans notre cerveau. Un organe qui, selon Bohler, dysfonctionne en nous poussant naturellement à une fuite en avant de surconsommation, de surproduction, de surexploitation, de suralimentation, etc. Le responsable de cette fuite en avant est le *striatum*, une structure subcorticale qui commanderait au cortex l'assouvissement continu et exponentiel de cinq besoins fondamentaux : manger, copuler, dominer les autres, acquérir de l'information et restreindre ses efforts. Le *striatum* ne pourrait pas s'autolimiter, mais pourrait être bridé par le cortex. Or, la société de consommation actuelle, entièrement tournée vers le plaisir et l'assouvissement immédiat du moindre désir, annihilerait cette capacité, laissant le *striatum* donner libre cours à ses caprices sans aucun frein. D'où, aujourd'hui, l'obésité endémique, l'explosion du porno, l'usage frénétique des réseaux sociaux à la fois pour y acquérir un statut social et se gaver d'informations, et enfin la sédentarisation pathologique des modes de vie

1 Sébastien Bohler, *Le Bug humain*, Pocket, 2020.

2. Christophe Blain, Jean-Marc Jancovici, *Le Monde sans fin*, Dargaud, 2021.

(recherche du moindre effort). D'où aussi, bien sûr, la crise environnementale et notre incapacité à l'enrayer.

Alors, que faire ? D'aucuns pourraient naturellement penser que, si le problème est neurologique, la solution devrait l'être également. Que donc le remède au réchauffement climatique pourrait tout simplement être un médicament. Une drogue capable d'éteindre chimiquement notre *striatum* en attendant de pouvoir le castrer génétiquement. Ce n'est bien sûr pas ce que propose Bohler. Il entrevoit deux solutions. Il constate premièrement que le *striatum* est plastique et peut donc être conditionné à aimer des choses positives pour la collectivité et le long terme. Il faut donc éduquer pour le canaliser. Deuxièmement, Bohler prône un retour du cortex dans le jeu pour limiter le *striatum*, en particulier via « la méditation en pleine conscience ».

Éduquer et méditer pour réduire notre empreinte écologique... Ne souriez pas... La thèse de Bohler ressemble bien à la montagne qui accouche d'une souris. En fait, elle ne peut pas être d'une grande utilité pour la transition. Car de deux choses l'une : soit il y a un véritable déterminisme biologique, et la solution est biologique, soit il n'y en a pas, et l'approche biologique n'apporte pas grand-chose. Or, il n'y a pas de déterminisme biologique. Le livre de Bohler a suscité sur ce thème une levée de boucliers de la part de spécialistes des

neurosciences qui dénoncent une thèse « sans fondement scientifique ¹ ». L'absence de « fonction stop » du *striatum* serait une pure invention de Bohler. De plus, « le *striatum* autocrate, dont nous serions l'esclave » est un « neuromythe ». Le *striatum* ne contrôle pas le cortex ². Le docteur en neurodéveloppement Thibault Gardette explique que la prise de décision est un phénomène neurobiologique complexe, un mécanisme de coopération entre diverses structures du cerveau et même du corps humain dans son ensemble. Et ces structures ne sont elles-mêmes pas univoques. Le plus fort, c'est que Bohler lui-même l'admet en soulignant la plasticité du *striatum*, et donc la possibilité d'en retourner l'action, de même qu'en rappelant la capacité du cortex à contrecarrer les injonctions du *striatum*. C'est grâce à ces facultés que l'éducation et les interdits sociaux qu'il prône en matière environnementale peuvent porter. Aucun réflexe supposé biologiquement déterminé ne résiste à la force des règles sociales. C'est particulièrement flagrant en matière de rapport à l'environnement. Alors que notre espèce, *Sapiens*, a le même cerveau, donc le

1. Étienne Coutureau, Jean-Michel Hupé, Sébastien Lemerle, Jérémie Naudé, Emmanuel Procyk, *Pourquoi détruit-on la planète ? Les dangers des explications pseudo-neuroscientifiques*, *Le Monde*, 7 juillet 2022.

2. *La Faute à notre cerveau, vraiment ? Les erreurs du Bug humain de S. Bohler*, Thibault Gardette, bonpote.com, 28 octobre 2020.

même *striatum*, depuis des dizaines de milliers d'années, tous les comportements vis-à-vis de la Nature ont pu être observés au fil des âges. *In fine*, ce que dit Bohler est que nous avons choisi un modèle de société qui hypertrophie notre *striatum*. La solution est donc de changer de modèle de société. Ce qui constitue justement l'enjeu de la transition environnementale. Tout ça pour ça. Par-delà la curiosité intellectuelle que représente la thèse du bug humain, le détour par la neurologie pour faire face à la crise écologique s'évère en pratique facultatif...

Il faut donc se tourner vers les structures d'aliénation sociales pour trouver de meilleurs boucs-émissaires.

Bouc émissaire 3 : les « mecs »

Quel est le dénominateur commun au colonialisme, au capitalisme prédateur et à la crise écologique ? Le « mec », évidemment. Le patriarcat, plus précisément. C'est la thèse de l'inénarrable Sandrine Rousseau, dont la cote médiatique a popularisé la notion d'androcène, par opposition à celle d'anthropocène. De *andros*, « l'homme » en grec au sens de « mâle », et non *anthropos*, « l'homme » en grec au sens d'« humanité ». Notre époque n'est pas celle de la domination de l'humanité tout entière sur la Terre, mais de la domination du mâle, ou plutôt de certains mâles humains, sur

l'ensemble du vivant, humain et non humain. Les gaz à effet de serre sont un déchet de la phallocratie. La preuve, conduire un gros SUV et allumer un barbecue sont des signes extérieurs de virilité. La barbaque et les 4 × 4, deux des plus gros symboles de la civilisation du carbone, sont des trucs de « mecs ». Donc, pour décarboner, et dépolluer plus globalement, il faut déviriliser le monde, déconstruire le mâle et mettre à bas le patriarcat.

Que dire de tout cela ? Surtout quand on est soi-même un mâle (heureusement peut-être déjà en partie déconstruit, puisque n'ayant jamais conduit de SUV ni allumé de barbecue...). D'abord, la proposition de l'androcène repose sur un bien étrange pari. Celui en vertu duquel un monde de femmes (ou dirigé par des femmes et des hommes féminisés) n'exploiterait pas (ou beaucoup moins) d'énergies fossiles. Il faut là faire un rappel important : sur le plan strictement énergétique, il n'y a rien de mieux que les énergies fossiles ! Elles sont extrêmement concentrées, stables donc stockables et transportables et quasi gratuites. Pour élever le niveau de vie de l'humanité, il était rationnel d'exploiter les énergies fossiles. N'importe quel être intelligent, homme ou femme, l'aurait fait. D'ailleurs, les femmes comme les hommes jouissent de denrées alimentaires produites massivement grâce aux énergies fossiles ; les femmes comme les hommes jouissent des progrès de l'hygiène et de la médecine que l'on doit aux

énergies fossiles ; les femmes et les hommes utilisent les mêmes moyens de transport carbonés, etc. Sauf bien sûr à considérer qu'un monde matriarcal n'aurait pas conduit à la révolution industrielle et au développement. C'est un énorme présupposé que rien ne permet d'étayer. Et, quoi qu'il en soit, c'est un présupposé qui renvoie plutôt à la différence entre « sociétés froides » et « sociétés chaudes », pour reprendre la phraséologie de Claude Lévi-Strauss, plutôt qu'à l'opposition entre matriarcat et patriarcat. Les sociétés traditionnelles, dites froides, le plus souvent patriarcales, n'émettaient pas de gaz à effet de serre. Nos sociétés « chaudes », fondées sur la notion de progrès, ont commencé à le faire à la fin du XVIII^e siècle. Une société matriarcale est-elle déterminée à demeurer froide ? Là encore, on n'en sait rien. Et la question ne nous est d'aucun secours pour faire face à l'actuelle problématique environnementale.

Ensuite, pour l'époque actuelle, la proposition de l'androcène postule un lien entre domination masculine et émissions de gaz à effet de serre (GES). Or, ce lien ne repose sur aucune donnée scientifique. Il se fonde sur un amalgame monumental : homme = colonialisme = racisme = capitalisme = pollution. Il faudrait donc considérer que, puisque le mâle est responsable de toute l'organisation sociale, il est aussi responsable de toute la pollution. Instinctivement, on sent que cela n'est pas

des plus satisfaisants... Comment évaluer plus précisément la part imputable au patriarcat dans le réchauffement climatique ? La méthode la plus pertinente est de rechercher s'il existe une corrélation entre statut de la femme et émissions de CO₂ par habitant d'un pays à l'autre. Et là, grosse déception pour Sandrine Rousseau puisqu'il n'y en a pas. Certes, les pays du Golfe (Qatar, Koweït, Arabie saoudite), où la femme n'a aucun droit, sont bien les plus gros émetteurs de carbone du monde. Mais ils sont immédiatement suivis par les pays développés, où la condition féminine est autrement plus enviable. Et un pays comme l'Afghanistan, régi par l'abominable dictature patriarcale des Talibans, émet peu de GES par habitant... C'est une évidence, le niveau d'émissions ne dépend pas de la condition féminine, mais du niveau de développement. Plus grave encore pour la théorie de l'androcène, on peut se demander si le lien entre énergies fossiles et domination masculine n'est pas exactement l'inverse de celui postulé par l'écoféminisme. Autrement dit, si ce n'est pas grâce aux énergies fossiles que les femmes ont pu se libérer au XX^e siècle. Telle est l'idée avancée par Véra Nikolski, l'auteur de *Féminicène*¹. Selon elle, c'est plus précisément grâce au développement, lui-même permis par les énergies fossiles depuis la révolution industrielle, que la révolution

1. Véra Nikolski, *Féminicène*, Fayard, 2023.

féministe a pu avoir lieu. Le capitalisme et l'industrie, propulsés par le charbon, puis le pétrole et le gaz, ont libéré l'humanité de l'essentiel des tâches physiquement pénibles. Ce faisant, ils ont relégué la force physique au second plan des qualités requises pour travailler, permettant aux femmes de pleinement investir le champ de l'emploi rémunéré. De plus et surtout, les progrès médicaux (spécifiquement le triptyque désinfection, vaccination, antibiotiques) ont libéré les femmes de l'esclavage qu'a constitué l'enfantement depuis les origines de l'humanité. Ils ont très largement distendu le lien entre féminité et procréation, n'assignant plus les femmes à cette seule tâche. L'émancipation des femmes serait donc un sous-produit du charbon et du pétrole. Ce que Nikolski résume dans la notion de « féminicène », parfait contrepoint au concept d'androcène. Selon cette grille de lecture, loin d'être une garantie de féminisation du monde, la sortie des fossiles pourrait même menacer la condition des femmes. Mais tout ceci reste encore théorique.

Le seul moyen d'établir concrètement un lien entre genre et empreinte environnementale, en particulier empreinte carbone, consiste à comparer les comportements des hommes et des femmes au sein de populations homogènes. Comme par exemple au sein des populations des pays développés. Effectuant une synthèse de la littérature scientifique parue sur le sujet, Oriane Wegner, chercheuse à la Banque de France, constate effectivement une disparité entre

hommes et femmes sur la question du changement climatique ¹. Parce que les choix des hommes et des femmes en termes de modes de transport, de régime alimentaire ou de types de loisirs diffèrent sensiblement, le genre fait partie des variables susceptibles d'expliquer les disparités d'émissions au sein d'une population donnée. Mais ce constat doit être doublement relativisé. Premièrement, les différences d'émissions de gaz à effet de serre observées entre hommes et femmes, sans être négligeables, ne sont pas massives. Ainsi, en Suède, un homme célibataire émet en moyenne 16 % de carbone de plus qu'une femme célibataire. De plus, la chercheuse souligne bien que le genre est l'un des critères de différenciation des comportements parmi d'autres variables explicatives qui peuvent avoir autant de poids, comme l'âge ou, bien davantage, comme le niveau de revenu. Ce qui conduit à basculer des « mecs » aux vieux puis aux riches.

Bouc émissaire 4 : les vieux

D'une égérie l'autre. Ici, Greta Thunberg. Mais, pour en parler, faisons un petit détour par France Inter. Ce samedi 24 septembre 2022, Pablo Servigne est l'invité du *Grand Face-à-face* enregistré

1. <https://blocnotesdeleco.banque-france.fr/billet-de-blog/disparites-de-genre-dans-les-comportements-et-les-consequences-associes-au-dereglement-climatique>